

Que pense Podemos ? [2/4]

Raoul Blair

24 avril 2015

Seconde partie - texte inédit pour le site de Ballast

Les commentateurs officiels peinent encore à définir Podemos, que l'on dit pourtant aux portes du pouvoir. Cet objet politique non identifié bouscule les petites cases de la clique médiatique : populistes, eurosceptiques, alter-mondialistes ? Et chacun d'y aller de son étiquette ou d'agiter le traditionnel chiffon rouge : communistes, marxistes-léninistes, chavistes, bolivariens, castristes, etc. Que pensent, au fond, ses fondateurs ? Quels sont leurs stratégies, leurs références, leurs leviers théoriques ? Qui est à la barre de ce mouvement qui ne cesse d'appeler à couper la société en deux : non plus entre la gauche et la droite, mais entre le peuple et les puissants. Nous les avons lus, et écoutés, en langue espagnole. Itinéraire d'un mouvement qui perturbe échiquiers et agendas politiques.



Fabriquer un récit concurrent

Pablo Iglesias ne cesse de le répéter sur tous les tons : on peut comprendre le système-



monde du sociologue américain [Wallerstein](#), se revendiquer du matérialisme historique, déchiffrer la géographie marxiste d'[Harvey](#), s'imprégner de [Gramsci](#), en tirer des conclusions en termes de transition de système et d'érosion des partis traditionnels et... s'en satisfaire, fiers et narcissiques, au sein de nos seuls cercles militants. « *La gauche, nous dit-il, a toujours eu le problème de convertir ses diagnostics en discours qui construisent une majorité sociale.* » Alors, que faire ? Se présenter aux élections avec un programme de rupture ? Ici, intervient l'*hypothèse Tuerka*. Pour nos jeunes professeurs, dans ce moment de déliquescence du récit officiel, la clé est plutôt de fournir de nouveaux cadres interprétatifs pour penser la réalité, de jouer « *sur le discours et de nouvelles identités [politiques]* », de rendre hégémonique une nouvelle explication des choses ([conférence « Que doit dire la gauche ? »](#)). Et, au moment où s'ouvre cette opportunité historique sans précédent, qui fait vaciller le consentement à l'ordre, voilà que les contestataires reviennent avec les drapeaux, les symboles, les mots et les méthodes qui ont échoué. Les mouvements révolutionnaires auraient trop longtemps lutté pour imposer leur conception religieuse du Vrai et du Bien, telle qu'écrite dans les livres. Or, ce qui compte par-dessus tout pour Podemos, ce serait de partir du sens commun, de la base, des gens ordinaires – « *ce que sent la majorité* ».

Sortir de la marginalité

La gauche radicale connaît l'importance de *la guerre de position* dont parlait Antonio Gramsci – celle qui consiste à imposer son ordre symbolique du monde, à conquérir les consciences *avant* le pouvoir. Néanmoins, poursuit Iglesias, elle l'aurait perdue à plate couture ! Le récent eurodéputé s'emporte contre les vieux militants de gauche attachés à la phraséologie révolutionnaire : « *Nous avons toujours perdu ! Nos symboles ont été vaincus ! Notre manière de travailler a été vaincue ! Ils ont tout gagné !* » ([intervention sur Telek](#)) Il [enjoint](#) ses camarades à voir la configuration politique de l'Espagne telle qu'elle est, c'est-à-dire comme le résultat de la victoire de l'ennemi : « *Perdre implique toujours que le sens commun des gens est différent [de nos diagnostics].* » La guerre de position ne se mène pas dans l'abstrait du monde des Idées. En bons matérialistes, nos professeurs s'intéressent prioritairement aux dispositifs de transmission des contenus idéologiques. Actes universitaires ennuyeux, livres jargonneux, conférences publiques aux références incestueuses, assemblées générales interminables, distributions de tracts sans réel échange, blogosphère alternative... cette gauche aurait une fâcheuse tendance à délaisser les terrains cruciaux de la bataille idéologique, au profit d'espaces marginaux et du confort minoritaire ; elle préfère avoir raison plutôt que de convaincre.



« Actes universitaires ennuyeux, livres jargonneux, références incestueuses, assemblées générales interminables... cette gauche radicale se complaît dans les espaces marginaux et le confort minoritaire ; elle préférerait avoir raison plutôt que convaincre. »

Aujourd'hui, « 95% des discours politiques passent par des dispositifs audiovisuels », tranche Pablo Iglesias : publicités, débats et journaux télévisés, films, séries, programmes de divertissements, émissions de radio, chaînes YouTube, etc. En plus d'être « des machines qui nous apprennent à penser, qui génèrent du consensus, du sens commun », ces dispositifs façonnent notre rapport aux formats. Leurs caractères accrocheurs sont devenus hégémoniques : le temps de concentration s'est raccourci, les plans sont rapides, le décor esthétisé, la polémique s'est théâtralisée, les mots claquent et la musique accompagne les acteurs ; bref, le Spectacle de [Guy Debord](#) est devenu la norme. Le natif du quartier madrilène de Vallecas nous met devant deux alternatives, à travers l'exemple du cinéma. La première serait une solution à la [Jean-Luc Godard](#) – des formes avant-gardistes qui subvertissent l'esthétique dominante –, avec le danger que cette nouvelle vague ne corresponde qu'aux catégories esthétiques d'une minorité incapable d'émettre en dehors de ses cercles. La seconde propose de jouer les règles formelles de l'ennemi, en disputant cette fois-ci le contenu du message. C'est cette option, celle « d'assumer une série de techniques et de formats » propre à l'adversaire, que vont choisir nos professeurs-militants de l'Université de Madrid, lassés des coutumes académiques (conférence « [Que doit dire la gauche ?](#) »).

Se battre avec les armes de l'ennemi

Pablo Iglesias décèle une caractéristique commune à la droite conservatrice et aux militants et intellectuels critiques : ils partagent une forme d'élitisme face à ces nouveaux espaces de bataille idéologique, qui seraient illégitimes, propices au *fast-thinking*, à la « pensée-minute » ([Gilles Deleuze](#)), aux « penseurs pour caméras » ([Pierre Bourdieu](#)). Les formes de création de consciences politiques contre l'ordre dominant seraient incompatibles avec ces outils d'abrutissement généralisé, devant lesquels l'intelligence ne pourrait s'abaisser sans perdre la profondeur de l'analyse

révolutionnaire. Le directeur de l'émission [La Tuerka](#), Iglesias, leur [répond](#) qu'ils ont peut-être raison, sinon sans doute, et qu'ils pourront dès lors demander à leurs enfants d'inscrire sur leur tombe : « *Il a toujours eu raison – mais personne ne le sut jamais.* » Selon lui, ces comportements éludent le pouvoir d'injonction des médias. En méconnaissant le fait que « *les gens, les travailleurs préfèrent l'ennemi, ils le croient, ils comprennent ce qu'il dit* », la critique se rendrait autant inaudible qu'impuissante. Puisque l'ennemi agrège des forces et obtient le consentement par un discours attractif, qui touche, séduit et se présente comme la norme, il est nécessaire de lui disputer cette hégémonie sur son terrain. À ses détracteurs, il répond : « *Nous ne définissons pas les conditions de la bataille.* »



De là, donc, naît La Tuerka (« L'Ékrou », dirions-nous en français) comme dispositif contre-hégémonique. À côté de leur engagement avec [Izquierda Unida](#), Pablo Iglesias, Juan Carlos Monedero et d'autres lancent un programme de télévision indépendant, à la fin de l'année 2010, sur des télévisions locales de la communauté de Madrid. Devant le succès de ces débats nocturnes, le groupe médiatique [Publico](#) leur propose d'émettre leur programme sur son canal de *streaming*. Ils commencent par une tranche horaire de deux heures le jeudi soir ; aujourd'hui, ils diffusent cinq programmes par semaine¹. Depuis peu, on compte la traduction catalane ainsi qu'une autre émission de débats (Fort Apache), sur la chaîne de télévision par câble iranienne [HispanTV](#). On retrouve tous les codes en vigueur : des plateaux et décors esthétisés, des temps de parole limités, des animateurs en cravate, des magnetos dynamiques, des empoignades théâtralisées, etc. Lorsque des militants de la gauche radicale demandent à Pablo Iglesias pourquoi invitent-ils des membres du PP ou du PSOE, il leur répond sans broncher : « *Cela nous normalise !* » Il questionne la stratégie classique de la gauche critique : se revendiquer d'une information alternative ou d'une contre-information reviendrait, selon lui, à se placer d'emblée comme minoritaire ou marginal. Devenir l'émission de débats de référence implique d'assumer une certaine centralité, pour mieux faire passer leurs contenus critiques.



La légitimité d'une parole

Ils prennent au sérieux les recherches de la philosophe américaine [Judith Butler](#) sur le pouvoir *performatif* du langage. S'emparant des travaux de [John Austin](#) (auteur de *Quand dire, c'est faire*), elle s'intéresse aux conditions d'énonciation qui rendent un « *un discours de haine* » efficace. La force injurieuse des « *hate speeches* » homophobes ou racistes s'observe, nous dit-elle, par une réaction corporelle de soumission ou de déstabilisation chez l'interlocuteur comme suer, chercher ses mots, une accélération des battements du cœur ou baisser la tête. Ce discours est donc dit *performatif*, puisqu'il produit des effets qui ne se confondent pas avec l'acte de discours lui-même – à la différence d'autres actes de langage qui réalisent directement ce qu'ils énoncent (le maire qui dit « *je vous déclare mari et femme* »). Or, ce qu'explique Judith Butler est que la force performative ne vient pas de l'individu lui-même, de sa puissance souveraine à blesser autrui. Au contraire, ce pouvoir insultant n'est qu'une répétition des rapports sociaux déjà existants. Son impact réside dans des structures sédimentées et préalables à l'énonciation : le propos raciste en lui-même ne fait que s'appuyer sur des normes de la société.

« Les discours de haine sociale des médias audiovisuels ont besoin d'un ensemble de conditions d'énonciation pour avoir un effet sur la pensée et le comportement des gens. »

Comment rattacher cela à l'entreprise Tuerka ? Ses initiateurs établissent que les discours de haine sociale des médias audiovisuels ont besoin d'un ensemble de conditions d'énonciation pour avoir un effet sur la pensée et le comportement des gens. Ils respectent un certain nombre de rites et de pratiques qui légitiment leur parole. Ainsi, les messages libéraux n'ont pas une efficacité supérieure à ceux des contestataires du fait de leur parfaite logique, mais parce qu'ils s'inscrivent dans une machinerie *discursive* bien huilée. Pour en donner un exemple simple, si le message « *le privé est plus efficace que le public* » est énoncé sur un plateau de télé d'une grande chaîne, à une heure à forte audience, juste après un magnéto sur un service public déficient, par un homme âgé, diplômé, en costard-cravate, avec une intonation assurée et qui reçoit l'assentiment des autres invités, il aura une dimension performative immensément supérieure aux envolées anticapitalistes d'un salarié dans un mégaphone, à la fin d'une manifestation. Cette importance des conditions d'énonciation sur notre appétence à regarder un programme, ou le crédit accordé à un contenu, serait notre lot quotidien.



Qui n'a pas coupé une vidéo YouTube à cause d'un rythme trop lent, d'un son gênant ou d'une source douteuse ? La Tuerka tente donc, du moins pour les émissions de débats, de reproduire un format « dominant » de transmission de contenus idéologiques.



Judith Butler (DR)

Traduire, simplifier, imposer ses cadres

Grâce au succès des programmes sur Internet, Pablo Iglesias devient un invité régulier des débats télévisés « de référence » en Espagne. Il va préfigurer ce que sera la stratégie politique de Podemos à partir de 2014, par les canaux de La Tuerka et des autres médias audio-visuels : élaborer une nouvelle explication de ce qui se déroule et permettre « *que la douleur n'ait plus à être interprétée avec les mots et les lunettes des dominants* » (*Disputar la democracia*). D'abord, La Tuerka se présente comme une caisse à outils qui doit servir pour le combat politique quotidien. Les débats fournissent des arguments et des explications « *que tout le monde peut utiliser pour débattre au bar, au travail, à l'université, en famille* ». Au-delà des questions d'actualité nationales et internationales, les sujets posés dans Fort Apache (par exemple « *Le défi de la gauche française* ») reviennent sur l'histoire politique européenne, avec un niveau général bien supérieur à leurs concurrents. Ensuite, les grandes *tertulias* (« *talk-show* ») espagnoles doivent permettre d'imposer ses cadres d'interprétation. Tout discours hégémonique – qui arrive à rendre dominante son explication des choses – se construit sur des images, métaphores et simplifications qui ne résistent à aucune analyse en profondeur. La comparaison néolibérale entre l'État et un ménage (on ne peut dépenser plus que nos



recettes) s'effondre au premier manuel d'économie venu (les familles n'ont pas de banque centrale, elles ne décident pas de leur revenu etc.), comme la construction fantasmée d'un récit national par le républicanisme ou l'extrême droite au premier livre d'histoire. La puissance métaphorique de l'image, lorsqu'elle s'ancre avec intelligence dans le sens commun d'une époque, l'emporterait toujours face à l'analyse froide.

« Les débats fournissent des arguments et des explications « que tout le monde peut utiliser pour débattre au bar, au travail, à l'université, en famille ». »

Inigo Errejon observe que *« l'accusation qui consiste à dire que la droite populiste offre des solutions faciles ou simplistes est aussi inefficace que la condamnation morale »*, puisque ce travail de synthèse de ses diagnostics et propositions en *« formules simples et directes »* serait le lot de *« toutes les forces politiques qui ont réussi à mobiliser d'amples secteurs de la société en vue d'un objectif commun »* (article [« Possibilités populistes dans la politique européenne et espagnole »](#)). Il faut donc en construire des concurrentes. L'idée est de se disputer des termes et concepts qui vont bien plus loin qu'une identité politique autour de trois axes : démocratie, souveraineté, défense des droits sociaux. Le présentateur vedette de La Tuerka dispense des courts monologues, de deux minutes maximum, où s'opposent *« démocratie et souveraineté populaire »* contre *« dictature des marchés financiers »*. Dans les émissions télévisées, il s'en prend à *« la caste »* qui jongle entre les charges publiques et les conseils d'administrations privées. Quant au problème de la dette, Pablo Iglesias met en scène un individu à un café qui se voit demander de payer les verres de tous les autres. En durcissant le tableau, la gauche révolutionnaire se lamenterait que son cadre scientifique d'analyse ne soit pas universellement partagé par les gens du commun : la Révolution viendra lorsque tous les prolétaires auront acquis la loi de baisse tendancielle du taux de profit – cette position se résume souvent, d'un souffle de désespoir : *« Ah, si tout le monde avait lu Marx... »*. Pablo Iglesias tente de convaincre les militants d'Izquierda Anticapitalista du contraire, lorsque l'un d'eux lui demande pourquoi il ne parle jamais des contradictions du capitalisme lors de ses interventions télévisées. La clé, lui répond-il, réside dans la traduction des *« diagnostics de la réalité à quelque chose que les gens peuvent identifier à leur propre vie »*. Puis rajoute : *« Dire que le problème est le capitalisme n'explique rien ! [...] Tu peux dire : je suis conscient que l'expropriation du travail des classes salariées est la clef de la contradiction travail-capital, et à elle nous devons rajouter la contradiction de genre car le patriarcat est un élément consubstantiel à la domination de classe. Tu es un freaky [un mec bizarre] ! »*

La bataille pour le sens commun nécessite la traduction dans le langage ordinaire. Les capitalistes deviennent *la caste*, le parlementarisme bourgeois se mue « *en gouvernement en faveur des riches* », le problème de l'exploitation se transforme en un « *système bancaire qui vole la souveraineté et la démocratie pour le remettre à une mafia de banquiers* » ([débat avec IA](#)). Il s'agit de réinvestir autant les mots de l'adversaire que les siens. La solution est en jeu d'équilibre entre « *l'abysse électorale de la marginalité et le renoncement idéologique de l'intégration au système* » (entretien d'Inigo Errejon, « [Podemos comme pratique culturelle émergente face à l'imaginaire néolibéral](#) »). Un pied doit donc être dans les consensus d'aujourd'hui et l'autre dans sa ré-articulation pour la transformation sociale. Quand l'adversaire est obligé de parler dans les termes que tu as délimités, la victoire est proche. Et, c'est exactement ce qu'il se passe en Espagne, avec « la caste ». Plutôt que nos professeurs aient à se débattre avec des étiquettes comme « communistes », c'est l'adversaire qui parle son langage : « *Je ne suis pas la caste* » ou « *Je fais partie des gens normaux* » répètent les membres du PSOE et du PP. Ce pari stratégique s'inscrit dans une remise en question des identités collectives dont on ne peut faire l'économie de l'explication.



Laclau et Mouffe (DR)

Du post-marxisme

En 1985, [Chantal Mouffe](#) et [Ernesto Laclau](#) publient *Hégémonie et stratégie socialiste : vers une politique démocratique radicale*. Cet ouvrage, qui sonne comme un manifeste face aux premières grandes victoires du néolibéralisme, pose le constat d'une défaite historique des rangs progressistes ; défaite certes politique mais principalement intellectuelle. Les politistes belges et argentins s'attaquent au logiciel marxiste pour lire



la construction des latéralisations politiques, des identités collectives et des subjectivités individuelles (se sentir français, ouvrier, femme, noir, de la classe moyenne, homosexuel, de gauche, etc.). Pour l'analyse marxiste traditionnelle, les groupes sociaux – et les individus qui les composent – sont constitués dans la sphère économique. Le philosophe français [Louis Althusser](#), à la fin des années 1960, tentera de nuancer en parlant de *détermination en dernière instance* des rapports de production : certes, la religion, la famille ou les médias peuvent endosser le rôle d'institutions qui déterminent le rapport que les individus ont au monde, mais c'est parce que le mode de production le leur délègue – il détermine donc toujours en dernière instance. Ainsi, la distance entre ce que doivent être objectivement les sujets (des ouvriers, des salariés, des chômeurs, des patrons) et leur comportement politique effectif – par exemple, voter à droite pour un ouvrier ou critiquer les grévistes pour un salarié – révèle un rapport idéologique au monde, une relation imaginaire avec la réalité, une fausse conscience des rapports sociaux. D'où, dit en passant, l'ardeur que mettent les intellectuels de gauche pour déconstruire ces fausses consciences et révéler, par la Science, les mécanismes réels du monde social aux dominés.

« Quand l'adversaire est obligé de parler dans les termes que tu as délimités, la victoire est proche. »

Mouffe et Laclau introduisent une double rupture fondamentale avec ce schéma. D'une part, ils rompent avec la détermination économique sur les identités individuelles et collectives. L'idée de groupes ou d'individus préexistants et objectivement constitués dans les rapports de production est à jeter aux oubliettes de l'Histoire. Par conséquent, les dimensions contingentes et indéterminées de toutes identités redeviennent centrales. D'autre part, ils récusent l'horizon communiste de réconciliation finale de l'humanité. Selon ces auteurs, la conflictualité et les relations de pouvoir sont des données indépassables des sociétés humaines. C'est en cela que leur projet de démocratie radicale se revendique du post-marxisme. Les classes sociales n'existent donc pas *en soi* mais sont le résultat d'un travail « *de production, de diffusion et d'adaptation de marqueurs discursifs qui donnent un sens antagoniste à la réalité sociale* ». Autrement dit, elles « *construisent une narration destinée à la consolidation d'identités politiques qui font s'affronter la majorité dépossédée aux minorités puissantes et privilégiées* » (Inigo Errejón, article « [La construction discursive des identités populaires](#) »). Le passage des classes sociales aux volontés collectives est acté.



Enterrer l'axe gauche-droite

Cet antagonisme s'est articulé, jusqu'à une période récente, autour de la latéralisation gauche-droite. Or ces deux métaphores ne sont ni éternelles, ni stables. Au contraire, leur signification est tributaire des usages et des configurations politiques qui les mettent en scène. Pour Pablo Iglesias et ses camarades, cette production historique de la modernité européenne n'ordonne plus le champ des possibles politiques : devant [Jean-Luc Mélenchon](#), ils enterrent l'ère de la gauche pour ériger celle du peuple. Le constat est banal, quasiment une antienne des mouvements contestataires : la social-démocratie s'est ralliée aux politiques néolibérales, tant et si bien que l'étiquette gauche a perduré pour nommer un contenu de droite, libéral, favorable aux minorités privilégiées. Majoritairement, ces courants en concluent une chose : la bataille à mener doit rester au sein du schéma horizontal gauche-droite et il faut, au plus vite, redonner consistance au terme de gauche en parlant de *vraie* gauche, de *gauche de la gauche* ou de gauche *radicale* (la social-démocratie étant la fausse et, en définitive, la « *droite complexée* », selon l'expression de [Frédéric Lordon](#)). Il s'agirait donc de démasquer un mensonge éhonté de distribution d'étiquettes politiques, dans l'objectif, en les gardant telles quelles, de les replacer au bon endroit. Ce raisonnement part de l'idée qu'il existerait un *peuple de gauche* ou des *gens de gauche* déjà constitués et majoritaires, qui attendent avec impatience cette offre politique : rendre à la gauche ses couleurs, authentiques – rouge vif.

« Se placer à l'extrême de je-ne-sais-qui, ça ne sert qu'à faire gagner la banque. Nous disons : il existe une majorité sociale ; ceux d'en bas contre ceux d'en haut. »

Les futurs créateurs de Podemos rompent radicalement avec cette logique. Ils n'entendent plus souscrire à cet axe politique qui va de l'extrême droite à l'extrême gauche. Pablo Iglesias envoie valser ce qu'il tient pour de vieilles étiquettes et récuse cette formule usuelle au sein des mouvements radicaux : « *Si toute la [vraie] gauche s'assemblait, si nous faisions une affiche avec tous nos cigles et tous nos drapeaux [...] on en terminerait avec ce gouvernement d'usurpateurs.* » Cette union est une illusion, poursuit-il. Il ne manque pas d'une alliance de toutes les tendances du marxisme, mais d'une *unité populaire*. Lors d'une conférence sur le revenu universel, il s'en prend à ceux qui veulent faire de la gauche « *une religion* » plutôt qu'« *un instrument au service de ceux d'en bas* ». Et Iglesias de critiquer l'attachement inconditionnel au mot de gauche,



indépendamment de son contenu ou sa force de transformation sociale : « *Ce jeu qui divise l'échiquier politique entre centre-gauche et centre-droit, et faire de la politique serait se placer à l'extrême de je-ne-sais-qui, ça ne sert qu'à faire gagner la banque. Nous disons : il existe une majorité sociale ; ceux d'en bas contre ceux d'en haut.* »

[\[Lire la suite\]](#)

NOTES

1. Otra Vuelta de Tuerka (« Un autre tour d'écrou », dans lequel Pablo Iglesias interview une personnalité politique ou intellectuelle en face-à-face), La Tuerka DF (reportage et débat), La Tuerka News (informations décalées), En Clave Tuerka (débat animé par Juan Carlos Monodero), El Tornillo (« Le tournevis », émission féministe), Tuerka Diario (autre émission de débat).